

PAROLES DE RÉFUGIÉS

SOUVENIRS DU CAMP D'ARROMANCHES

À LA FIN DE LA GUERRE D'ESPAGNE, DES CENTAINES DE MILLIERS DE PERSONNES ONT CHERCHÉ REFUGE EN FRANCE. TANDIS QU'ON RETENAIT LES HOMMES DANS LES CAMPS DU ROUSSILLON, LEURS FAMILLES ÉTAIENT ENVOYÉES DANS L'ARRIÈRE-PAYS, PARFOIS À DES CENTAINES DE KILOMÈTRES. C'EST AINSI QUE LE CALVADOS A REÇU PRÈS DE TROIS MILLE FEMMES ET ENFANTS. UNE PAGE D'HISTOIRE MÉCONNUE DANS LA RÉGION DES PLAGES DU DÉBARQUEMENT.

Pourtant, de ce côté des Pyrénées, rien n'a été prévu pour les accueillir. On envoie des troupes coloniales pour contrôler, parfois brutalement, les arrivées à la frontière. On improvise des camps d'internement à Saint-Cyprien, à Argelès-sur-Mer, à Port-Bacarès et dans tout le Roussillon. En toute hâte, les préfets sont chargés d'organiser l'accueil. À Argelès, seuls quelques barbelés délimitent le camp. En attendant de pouvoir construire leurs propres baraquements, les réfugiés dormiront pendant trois mois dans des trous creusés à même le sable. Pendant que les hommes en âge de combattre sont ainsi neutralisés, les femmes, les vieillards et les enfants sont envoyés dans l'arrière-pays, et dans les départements "correspondants".

C'est ainsi que, le 2 février 1939, un premier contingent de 1 108 réfugiés arrive à Caen. Laurent Fernandez est de ceux-là : avec sa mère et sa tante, cet adolescent de 16 ans vient de faire un long voyage : Perpignan, Bordeaux, Nantes, Agen... De train en train, on les a emmenés pendant plusieurs jours sans leur indiquer la destination de cette équipée. Très vite, ce premier convoi est suivi d'un autre, puis d'un troisième. En une dizaine de jours, le Calvados reçoit près de 2 800 personnes. L'hébergement s'organise dans les lieux publics, les centres de vacances ou les maisons diocésaines. Laurent Fernandez et sa famille arrivent à Littry, où ils seront mis en quarantaine au Foyer des Jeunes. Le temps de s'assurer qu'ils ne sont pas porteurs de maladies contagieuses.

En février 1939, le général Franco triomphe : dans quelques semaines, le 1^{er} avril, il pourra déclarer dans un communiqué resté célèbre que "*la guerre est finie*". La guerre, mais pas les représailles. Ceux qui ont soutenu la République s'exposent à la prison ou au poteau d'exécution. Des cohortes de réfugiés passent alors la frontière. Ils pensent arriver en terre amie : comme l'Espagne, la France ne s'est-elle pas dotée en 1936 d'un gouvernement de Front Populaire ? N'est-elle pas menacée par l'aviation allemande et les blindés italiens qui ont aidé les troupes de Franco à gagner la guerre ?



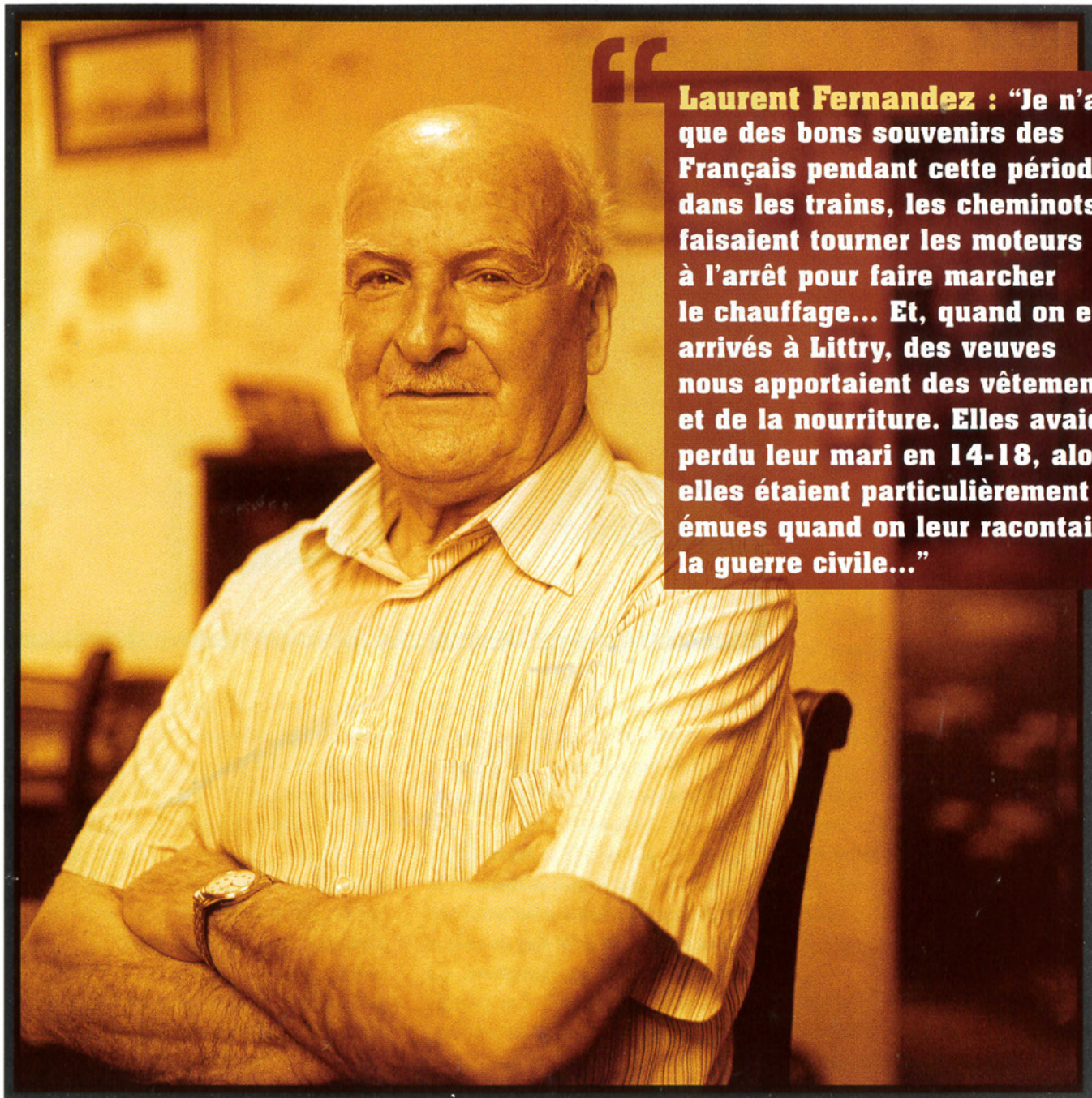
Texte
A. Maneuvrier
Photos
S. Lefebvre

UN ÉLAN DE SYMPATHIE

La presse locale se fait l'écho de l'élan de sympathie qui traverse le pays : dans un article au lyrisme désuet, *Le Bonhomme Normand* salue avec compassion la fuite éperdue de ces malheureux, "au milieu des micocouliers nouveaux et des oliviers dérisoires". Quant au *Journal de Bayeux*, il relaie comme ses confrères l'appel à la générosité

lancé par la préfecture exhortant les habitants à "participer à une œuvre de charité et de solidarité humaine". Dans le Bessin, un très grand nombre de réfugiés sont hébergés dans des camps de vacances. D'abord à Meuvaines, puis à Arromanches où une dizaine de baraquements en bois, aux toits de tôle ondulée, reçoivent environ 300 personnes. Ces constructions,

prévues pour accueillir des adolescents l'été, sont ouvertes à tous les vents : "En hiver, le matin, on se réveillait sous une épaisse couche de neige", se souvient en riant M. Fernandez. Les douches ne servent que de l'eau glacée ? "On faisait très vite !" La nourriture est mauvaise ? "Oui, mais elle était abondante". Le dentifrice fait défaut ? "On se lavait les dents avec du savon de Marseille !".



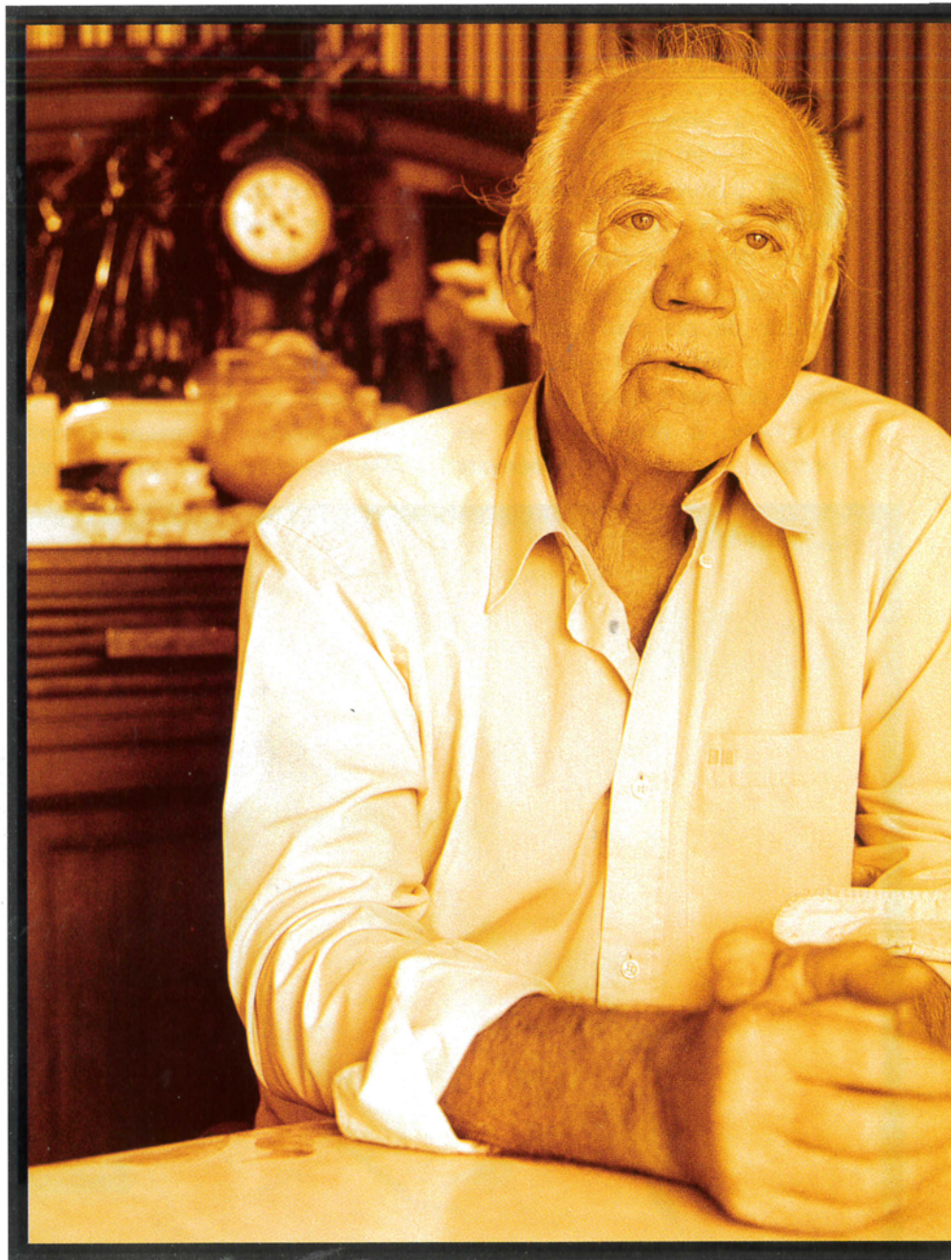
Laurent Fernandez : "Je n'ai que des bons souvenirs des Français pendant cette période : dans les trains, les cheminots faisaient tourner les moteurs à l'arrêt pour faire marcher le chauffage... Et, quand on est arrivés à Littry, des veuves nous apportaient des vêtements et de la nourriture. Elles avaient perdu leur mari en 14-18, alors elles étaient particulièrement émues quand on leur racontait la guerre civile..."

SE FAIRE OUBLIER

Après les horreurs de la guerre civile qui a déchiré son pays mais aussi sa famille, après trois évacuations successives au fur et à mesure de l'avancée des troupes nationalistes, Laurent Fernandez a décidé de faire contre mauvaise fortune bon cœur : *“On ne demandait rien, on trouvait tout bien. On était bien conscients qu'on était un poids pour la France, et on cherchait surtout à s'effacer, à se faire oublier”*. Un sentiment que partage Adelina Castel : *“Si la France ne nous avait pas ouvert la porte, je ne serais plus là pour en parler”*.

Cette jeune fille de 17 ans, qui a fui l'Espagne avec sa mère et ses cinq petits frères, a pourtant vécu de longs mois d'incertitude. Dans la confusion du passage de la frontière, elle a perdu toute trace de sa famille. Elle s'est retrouvée seule, parmi le millier de réfugiés du camp de Poitiers, sans savoir si les siens avaient pu fouler le sol français. Et sans nouvelles de son père, qui avait rallié les Brigades internationales du côté de Valence. Un an plus tard, elle apprendra qu'il a longtemps été détenu, puis fusillé.

Quand elle retrouve enfin la trace de sa famille, après dix mois d'attente, on l'autorise à rejoindre les siens



à Arromanches. On est en décembre 1939, et, en France aussi la guerre a éclaté. Les lits de camp ont disparu, réquisitionnés pour les populations françaises évacuées du Nord. *“Quand je suis arrivée à Arromanches, les conditions étaient très misérables. On avait de la paille, pour coucher sur le sol. Le jour, on la poussait le long du mur, et on la couvrait avec nos couvertures. Ça nous servait de sièges !”*. Les conditions d'hygiène se sont dégradées. Augustin Munoz, qui est arrivé là

avec sa famille à l'âge de neuf ans, en a gardé des souvenirs très noirs : *“Je me souviens de la boue, qu'on avait jusqu'aux genoux. De la gale et des poux qui grouillaient. Et puis de l'aspirine : on n'avait que ça à donner aux malades”*. Madame Castel : *“Il fallait qu'on soit résistant ! On a eu de la chance de rester en bonne santé”*. Cette chance, tous ne l'ont pas : le grand-père d'Augustin Munoz mourra à l'hôpital de Caen, des suites d'une maladie contractée au camp.

Augustin Munoz : “Je suis arrivé à Portbou le 19 février 39. Quand on nous a enfin dit de passer la frontière, on a marché 18 km dans la nuit. Ça faisait trois jours qu’on attendait, parmi des milliers de réfugiés qui n’avaient plus rien : pas de nourriture, pas de couvertures... On avançait dépenaillés comme une bande de cochons !”

MALHEUR AUX VAINCUS !

Après la vague d’émotion suscitée par leur arrivée, les réfugiés espagnols deviennent vite encombrants. Influencés par la violente campagne de dénigrement que l’extrême droite française mène contre cette “*lie de la terre*”, les journaux régionaux changent rapidement de ton à leur égard. Le 24 février, le *Journal de Bayeux* relève que “320 000 personnes sont encore en France, ce qui impose au gouvernement français une charge de trois millions et demi de francs par jour”. Nous voici donc contraints, continue l’éditorialiste, “de garder chez nous tous ces criminels de droit commun, ces terroristes, ces pillards, ces dynamiteurs, ces bourreaux et ces tortionnaires répugnants”. En l’espace de trois semaines, les “malheureux évacués” sont devenus, aux yeux d’une grande partie de la population, des tueurs assoiffés de sang ! Une véritable armée, prête à envahir notre nation pour y faire éclater la révolution bolchevique... Une accusation qui, évidemment, ne tient pas face à la réalité : “Nos parents étaient démocrates”, témoignent Augustin Munoz et Adelina Castel. Quant à la mère de Laurent Fernandez, elle est catholique et souffre de ne pouvoir se rendre à la messe du dimanche. Mais qu’im-



Augustin Munoz (à droite de l’enfant au béret), posant en 1939 ou 1940 avec les autres membres de sa famille, réfugiés comme lui.

porte la réalité ! L’Europe est assise sur une poudrière : la France applique une neutralité bienveillante à l’égard du régime franquiste, pourvu qu’il ne fasse rien pour déclencher une nouvelle guerre en Europe. Le sort des réfugiés est donc tout tracé : “*Le Français moyen souhaiterait que, selon l’expression vulgaire, on les envoyât se faire pendre ailleurs !*”, conclut le *Journal de Bayeux* le 24 février. Le même jour, *Le Bonhomme Normand* se félicite de l’issue de la guerre civile : “*C’est donc contre la plus exécration des révolutions que Franco a courageusement lutté, car il avait devant lui une armée de bandits, de pillards et de voleurs*”.

L'administration française exhorte discrètement les réfugiés à rentrer chez eux. À Arromanches, les pressions exercées par le sous-préfet de Bayeux commencent à porter leurs fruits. *“Les conditions de vie étaient tellement dures que mes tantes ont préféré rentrer”*, regrette Augustin Munoz. Les premiers retours ont lieu en avril.

Tout près de la mer, sur le flanc de la falaise, une dizaine de baraquements en bois accueillait environ 300 réfugiés.



RÊVES D'AILLEURS

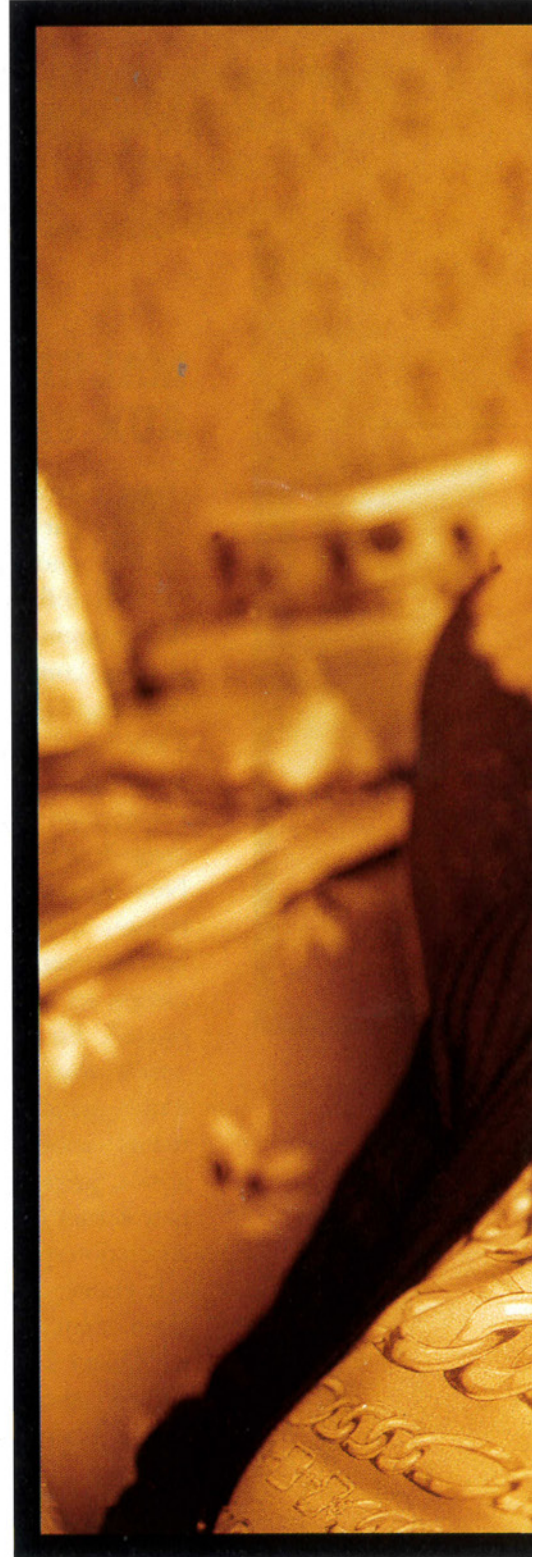
Pour ceux qui restent, le temps est suspendu. Seule distraction, la promenade à la plage, en groupes de 25 personnes. Au camp, on ne sait pas combien de temps la situation va durer. Les familles sont séparées, on est souvent sans nouvelles des hommes qui sont restés dans les camps du Sud-Ouest. Dans cette incertitude ambiante, on rêve de Mexique. Mais le voyage coûte cher, et la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, en septembre 1939, va briser ces dernières illusions.

Paradoxalement, la Seconde Guerre mondiale va mettre un terme à l'enfermement des réfugiés du Calvados. Dans les fermes, dans les usines, on manque de main-d'œuvre : les hommes en âge de travailler sont au front. Les Espa-

gnols sont sollicités, d'abord pour les travaux agricoles. *“Les paysans payaient avec un lance-pierres !”*, lancent Augustin Munoz et Adelina Castel. Mais Laurent Fernandez tempère : *“La plupart payaient 10 F par jour, d'autres allaient jusqu'à 15 F. Cet argent me permettait d'acheter du lait pour mon petit neveu de trois ans”*. Lui n'a que des bons souvenirs de ces fermes de la plaine de Caen, où l'on ramassait les betteraves, et où, le midi *“on mangeait à la table des patrons”*.

Finalement, l'entreprise Laniel, installée dans la région de Lisieux, logera et embauchera les réfugiés espagnols dans ses filatures pour remplacer la main-d'œuvre manquante. Ils y resteront jusqu'à la fin de la guerre.

Après la Libération, la plupart des réfugiés sont allés en région pari-





Adelina Castel : “Avec le temps, je n’ai plus d’affinités pour l’Espagne... Bien sûr, c’est mon pays d’enfance. Mais le plus fort, c’est la reconnaissance pour la France. Elle nous a ouvert la porte à un moment critique. On ne serait plus là pour en parler, si le gouvernement français avait écouté Chamberlain, le premier ministre anglais : “en accueillant les réfugiés espagnols, vous allez faire la poubelle de l’Europe !”... La poubelle de l’Europe, c’était nous !”

sienne. Adelina Castel s’est installée à Saint-Pierre-sur-Dives, Laurent Fernandez et Augustin Munoz ont convolé avec leurs fiancées normandes. Le temps passant, ils ont demandé la nationalité française et francisé leurs prénoms, Agostino et Lorenzo. Quant à leur histoire, emportée dans le tourbillon de ces années-là, elle s’est perdue dans la mémoire collective : en Basse-Normandie, peu de gens se la rappellent, et les livres y font rarement allusion. Un sentiment d’oubli que résume ce cri du cœur de Madame Castel : “Si on m’avait dit que j’attendrais plus de soixante ans avant qu’on vienne m’interroger sur cette époque !...”